



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA FSU 11 CSA-SD DU 29 NOVEMBRE 2023

Le 13 octobre, l'assassinat de notre collègue Dominique Bernard a profondément choqué la profession et suscité un vif émoi. Comme il y a 3 ans, après l'assassinat de Samuel Paty, les membres du gouvernement et nombre de leurs soutiens se sont empressé·es d'exprimer leur soutien à la communauté éducative en valorisant l'École comme rempart contre l'obscurantisme. Mais il ne suffit pas de convoquer l'idéal de l'École de la République et les grandes déclarations à l'attention des personnels à chaque drame. C'est même particulièrement insupportable quand ces bonnes intentions ne sont pas suivies d'actes pour renforcer l'École en lui donnant les moyens de fonctionner, réduire les inégalités et améliorer les conditions d'exercice des élèves et des personnels. Quelle hypocrisie d'évoquer l'école « exemplaire » et, « en même temps » d'imposer par 49.3 un projet de budget où sont prévues 2500 suppressions d'emplois. Comment croire que les personnels pourront continuer de porter haut et fort ces belles valeurs quand se poursuit la baisse des emplois statutaires et que se dégradent de plus en plus climat scolaire, conditions de travail des élèves et professeur·es ?

Ironie du calendrier, le 13 octobre également sortait l'enquête sur le climat scolaire dans les écoles primaires menée par l'Autonome de solidarité laïque (ASL) qui, pour la 1^{re} fois depuis 2011, montrait une majorité de personnels insatisfaits de leur métier et une nette détérioration de la perception du climat scolaire. Mais c'est surtout « un immense sentiment de déclassement social et de mépris hiérarchique et politique » que met en lumière cette édition 2023. Une « forte rancœur contre la haute hiérarchie et les ministres chargés de l'Éducation Nationale ces dernières années » s'exprime au travers des résultats, dans lesquels 74 % des personnels disent ne pas se sentir respectés. Ce chiffre approche les 78 % chez les enseignants. L'enquête voit les revendications salariales prendre une place plus importante qu'auparavant, et confirme les griefs à l'encontre de la conduite des réformes et des injonctions ministérielles.

En outre, de façon très préoccupante, l'étude de l'ASL met en lumière : les difficultés liées à la mise en œuvre de « l'école inclusive », désormais omniprésentes dans le discours des enseignants, difficultés qui prennent une ampleur considérable et attestent, selon l'étude, d'une dégradation de la situation dans les écoles. Près des trois quarts des personnels rapportent des difficultés « fréquentes », voire « très fréquentes ». Les personnels expriment un vif sentiment « d'impuissance et d'abandon », dans une situation catastrophique où l'école inclusive se fait à l'économie et sans formation, comme en témoigne la situation très précaire des AESH. C'est un véritable « *cri d'alerte* » que lancent les personnels. Ne pas l'entendre serait s'exposer à toutes les déconvenues pour le politique, à un effondrement en continu de l'école primaire », pire à un risque de « bascule idéologique » sur le handicap préviennent les auteurs du rapport.

Après le drame et les hommages, tout à sa politique de com', le ministre Attal, vient de lancer « la bataille pour le niveau de notre école », par le biais d'une nouvelle mission choc nommée « Exigence des savoirs », ou comment redorer l'image de l'École en 8 semaines. Dans ce cadre, les enseignant.es sont actuellement consulté.es via un questionnaire à compléter en ligne. Ce dernier manifeste, par des questions biaisées, la volonté d'imposer des réformes dont le contenu a déjà été annoncée : révision des programmes pour renforcer la place des dits « fondamentaux » au détriment des savoirs plus complexes pourtant nécessaires, individualisation des apprentissages, recours à des groupes de niveau, abandon de la logique de cycle, redoublement, imposition de manuels scolaires... Véritable simulacre de démocratie visant à entériner une politique déjà toute tracée, ce questionnaire déroule, au fil des questions, un projet ultra-conservateur tournant définitivement la page du « Tous et toutes capables », une vision passéiste de l'École, allant à l'encontre de débats tranchés depuis longtemps par la recherche, et très loin du prétendu objectif de réduction des inégalités.

Il serait regrettable, lors de ce CSA-SD, Monsieur le DASEN, d'évoquer la « baisse des effectifs » pour de se féliciter de la justesse des prévisions ainsi que d'un budget à la hauteur de notre démographie. Alors que nous pourrions sortir des logiques comptables pour tenter d'enrayer les inégalités scolaires et améliorer les conditions de travail ? Et parler de tout ce qui, étrangement, ne figure pas dans le questionnaire Attal...

- Ainsi voir le lien entre la suppression précoce des RASED qui assuraient un travail de prévention et de remédiation, et l'explosion des notifications MDPH ou la médicalisation de la difficulté scolaire ?

- Ainsi aborder le manque d'AESH notamment pour accompagner les élèves avec notification mutualisée.

- Ainsi évaluer le nombre de remplaçant·es nécessaires pour pallier les absences et assurer à toutes et tous une formation continue pluridisciplinaire de qualité à hauteur d'une semaine par an et par enseignant·e.

- Ainsi évoquer le travail invisible et lister toutes ces tâches réalisées par les enseignant·es sans être jamais rémunérées ni reconnues comme du temps de travail ou qui débordent largement du temps prévu par nos ORS.

- Ainsi bien d'autres sujets encore : la re-crédation de postes de Plus-De-Maîtres-Que-De-Classes, de personnels sociaux et personnels de santé ; le statut, le salaire et la formation des AESH ; le manque de places en ESMS qui pèse sur la démarche d'inclusion des ULIS et provoque de la souffrance dans de nombreux collectifs de travail ; la création de structures UPE2A pour élèves allophones ; la dynamique des dispositifs d'accueil en TPS qu'il faut relancer... Et comme cela bien d'autres sujets encore pour sortir de l'inexorable spirale des inégalités scolaires dans lesquelles nous maintenons les politiques menées depuis bien des années.

Pour toutes ces raisons, tant du ressort national que local, hier, la FSU-SNUipp a décidé de déposer dans chaque département une alerte sociale concernant nos conditions de travail dégradées depuis des années, le manque d'attractivité du métier, l'inclusion sans moyens suffisants. La FSU-SNUipp se réserve le droit, dans la foulée, d'appeler à la grève tous les personnels.

Dans les établissements du 2nd degré, les conditions de travail sont également dégradées. Les effectifs des classes des collèges tutoient très souvent les 30 élèves et les dépassent même parfois. D'ailleurs, les salles de classe ne sont pas toujours adaptées, surtout si l'on veut laisser une place aux AESH. Les vies scolaires sont sous tension, faute d'effectifs suffisants de CPE et d'AED, mais aussi parce qu'on leur en demande toujours plus, en particulier avec l'exigence de sécurisation des établissements ou les désorganisations liées à la mise en place à marche forcée des remplacements de courte durée. La logique du Pacte, du travailler plus pour gagner plus, s'inscrit dans un contexte où les professeurs sont déjà contraints à de nombreuses heures supplémentaires, ainsi qu'à des tâches annexes parfois plus chronophages qu'utiles. La FSU souhaite rappeler avec force que la formation continue doit avoir lieu sur le temps de travail. Il n'est pas acceptable que les convocations à des stages de formation puissent être conditionnées à la possibilité d'un remplacement de courte durée, ni que soient imposées des sessions dites de formation, en visio, en fin de journée. Le Ministère devrait considérer la formation des professeurs comme étant au service des enseignements et non comme une entrave à ceux-ci. Dans le contexte de perte d'attractivité du métier et de difficultés de recrutement, il faut cesser d'entretenir la dégradation des conditions de travail et donner les moyens aux établissements du second degré et à leurs personnels de fonctionner correctement !

L'École de la République, c'est celle qui émancipe par les savoirs, tous les élèves, sans distinction. Pas celle de la concurrence, du tri social, pas celle qui prolonge, voire accentue les inégalités sociales, celle qui divise enseignant.es, élèves, parents, ni celle qui instrumentalise une conception dévoyée de la laïcité pour stigmatiser des élèves. La mission des enseignant.es est essentielle pour la démocratie et pour la République et il y a urgence à réhabiliter l'école, par des moyens humains et du respect pour

l'ensemble de ses personnels. C'est pourquoi la FSU réaffirme sa détermination à faire front contre tous les extrémistes réactionnaires, dont l'extrême-droite, vecteurs de haine et de peur, et à défendre une École émancipatrice, ouverte et universaliste.